

## **Première analyse des engagements des partis politiques suite à l'interpellation du CCFD-Terre Solidaire à travers son pacte « Pour une Europe exemplaire et respectueuse des droits »**

### **Lutter contre l'opacité financière et l'évasion fiscale des entreprises multinationales**

#### **Proposition 1 : Exiger la transparence pays par pays**

Les candidats de quatre partis s'engagent sur cette proposition, EELV rappelant que « l'obligation pour les entreprises multinationales d'établir chaque année un rapport pays par pays de leurs activités est une lutte de longue date d'Europe Ecologie ». Les candidats socialistes soutiennent également la mise en place de cette transparence pays par pays pour l'ensemble des multinationales, et proposent une mesure concrète : « que la Commission européenne mette sur la table dès 2014 une proposition législative afin d'étendre les critères de transparence ». Le Front de Gauche s'engage sur cette proposition, rappelant que « l'obligation faite aux banques de publier un reporting pays par pays doit devenir la règle ». L'UMP se prononce sur une information financière transparente et de qualité, a priori de façon contraignante. Il n'indique pas précisément s'il est en faveur d'une extension du reporting pays par pays à tous les secteurs d'activités, comme prévu pour les banques.

Des candidats de l'Alternative (UDI-MoDEM), de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement individuel sur cette proposition. Les analyses de leurs réponses sont disponibles sur le site Internet du CCFD-Terre solidaire ([www.ccfd-terre-solidaire.org](http://www.ccfd-terre-solidaire.org) cliquer sur les réponses des candidats).



## Proposition 2 : Harmoniser les règles fiscales européennes

Les candidats de quatre partis (EELV, PS, Front de Gauche, UMP) s'engagent aussi à défendre ce principe. Cependant les candidats du Parti socialiste sont plus précis en proposant que « dans un premier temps la voie de l'harmonisation fiscale passe par une définition unique de l'assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés puis d'une convergence des taux applicables aux bénéfices des entreprises établies dans l'UE ». EELV se propose de « renforcer l'union bancaire et de créer pas à pas une union fiscale effective ». L'UMP semble favorable à une harmonisation forte des règles fiscales sans expliquer pourquoi ni comment.

Des candidats de l'Alternative (UDI-MoDEM), de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement individuel sur cette proposition Les analyses de leurs réponses sont disponibles sur le site Internet du CCFD-Terre solidaire ([www.ccfd-terre-solidaire.org](http://www.ccfd-terre-solidaire.org) cliquer sur les réponses des candidats).

## Rendre les multinationales européennes responsables de leurs impacts sociaux et environnementaux dans les pays du Sud

### Proposition 3 : S'assurer que les Etats lèvent les obstacles dans l'accès à la justice pour les victimes d'entreprises multinationales européennes opérant dans les pays tiers

Le principe d'un nouveau cadre légal pour la responsabilité sociale et juridique des entreprises est largement soutenu par les candidats du Parti socialiste : ceux-ci s'engagent à exiger de la Commission qu'elle clarifie le cadre, afin que les vrais donneurs d'ordre soient poursuivis et sanctionnés. La possibilité « d'ester en justice devant une Cour européenne même si la violation a eu lieu en dehors de l'UE » sera aussi défendue. De la même manière les élus Europe Ecologie Les Verts défendront un cadre juridique contraignant pour la RSE. Le Front de Gauche, s'il s'engage sur ce principe, reste assez flou sur le sujet. L'UMP quant à elle refuse la reconnaissance systématique d'un lien juridique entre la société mère et les filiales. La question du lien entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants n'est même pas abordée.



Des candidats de l'Alternative (UDI-MoDEM), de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement individuel sur cette proposition Les analyses de leurs réponses sont disponibles sur le site Internet du CCFD-Terre solidaire ([www.ccfd-terre solidaire.org](http://www.ccfd-terre-solidaire.org) [cliquer sur les réponses des candidats](#)).

#### Proposition 4 : Réviser la politique commerciale de l'Union européenne

Les candidats du Parti socialiste ne s'engagent que partiellement sur la question de la révision de la politique commerciale de l'UE, indiquant que le Système de Préférence Généralisé (SPG) doit être régulièrement révisé sans s'engager réellement sur notre demande d'instauration de mécanismes de contrôle et de vérification contraignants, et en indiquant que la négociation de chapitres sur le développement durable dans les accords de libre-échange constituent des avancées, sans mentionner à aucun moment la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Le Front de Gauche reste aussi flou dans la défense de ce principe mais s'engage sur une révision de la politique commerciale de l'UE, et sur le nécessaire soutien aux initiatives levant les obstacles à la justice pour les victimes d'entreprises multinationales européennes, et en particulier la reconnaissance d'un lien juridique entre sociétés mères et leurs filiales. Les candidats Europe Ecologie Les Verts défendent ce principe, rappelant que si le commerce peut être créateur de richesse, la libéralisation du commerce n'entraîne pas automatiquement le développement, et insisteront notamment sur la cohérence des politiques. Ils s'engagent par ailleurs pour une mise en œuvre de règles contraignantes sur la responsabilité sociale des entreprises et souhaite qu'elle s'applique à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement mondiale d'une entreprise. L'UMP envisage la renégociation des accords prenant en compte la dimension sociale et environnementale mais ne dit rien du besoin de vérifier la mise en œuvre de ces standards.

Des candidats de l'Alternative (UDI-MoDEM), de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement individuel sur cette proposition Les analyses de leurs réponses sont disponibles sur le site Internet du CCFD-Terre solidaire ([www.ccfd-terre solidaire.org](http://www.ccfd-terre-solidaire.org) [cliquer sur les réponses des candidats](#)).



## Exiger l'exemplarité de l'UE dans ses investissements portés au nom de la sécurité alimentaire

### Proposition 5 : Exiger l'exemplarité des agences de financement du développement

Les demandes concernant la Banque européenne d'investissement en matière d'exigences vis-à-vis des entreprises qu'elle soutient ne sont soutenues que partiellement par les candidats socialistes qui ne s'engagent pas explicitement sur les demandes de transparence comptable pays par pays ou la publication des contrats, même si des propositions sont faites en matière de lutte contre la corruption, les centres financiers offshore, et la demande de critères précis guidant la sélection de projets impliquant le secteur privé. De la même manière, Europe Ecologie Les Verts s'engage partiellement en proposant notamment que la BEI développe des critères d'exclusion clairs pour ses prêts d'investissement, définisse une ligne plus stricte concernant les centres financiers offshore mais sans reprendre nos propositions dans le détail. L'UMP est d'accord sur la nécessaire exemplarité de l'UE dans les investissements qu'elle porte au nom du développement, en revanche elle est en désaccord sur les moyens pour assurer cette exemplarité. Pour le CCFD-Terre Solidaire il ne s'agit pas "d'exigences documentaires et éthiques" mais bien de règles contraignantes basées sur les textes et normes internationaux sur les droits humains. Textes et normes internationaux sur lesquels il n'est pas possible de faire des choix puisqu'ils doivent s'appliquer dans leur ensemble. Concernant la publication de la documentation contractuelle, la SFI (Banque mondiale) l'encourage aujourd'hui sur les investissements extractifs. L'UE pourrait appliquer la même mesure et l'ouvrir à d'autres secteurs.

Des candidats de l'Alternative (UDI-MoDEM), de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement individuel sur cette proposition. Les analyses de leurs réponses sont disponibles sur le site Internet du CCFD-Terre solidaire ([www.ccfd-terre-solidaire.org](http://www.ccfd-terre-solidaire.org) cliquer sur les réponses des candidats).



### Proposition 6 : Veiller à la cohérence des actions de développement de l'UE avec ses engagements internationaux, en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire

En revanche les candidats socialistes s'engagent à porter une attention particulière à la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire du G8, notamment en matière d'accaparement de terres ou d'introduction des OGM. Les candidats d'EELV ne font quant à eux pas explicitement référence à la question de la Nouvelle alliance. Les candidats Front de gauche s'engagent à défendre ses principes en s'inquiétant notamment du mode de fonctionnement et de financement de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui promeut les partenariats public-privé dont ils estiment qu'on a « constaté l'échec ». L'UMP ne répond pas à la question, elle ne précise pas comment elle mettra en oeuvre ce contrôle renforcé dans sa prochaine mandature. Par ailleurs, elle n'évoque pas la Nouvelle Alliance.

Des candidats de l'Alternative (UDI-MoDEM), de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement individuel sur cette proposition Les analyses de leurs réponses sont disponibles sur le site Internet du CCFD-Terre solidaire ([www.ccfd-terre-solidaire.org](http://www.ccfd-terre-solidaire.org) cliquer sur les réponses des candidats).

### Rompre le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et les conflits

Proposition 7 : Créer une obligation légale contraignante pour les acteurs économiques afin qu'ils exercent un devoir de diligence sur leurs chaînes d'approvisionnement

Proposition 8 : Étendre la portée du règlement négocié en 2014 sur l'approvisionnement responsable en minerais provenant des zones de conflit ou à haut risque

Sur ces deux propositions, nos demandes concernant le règlement de la Commission actuellement discuté sur l'approvisionnement responsable en minerais provenant des zones de conflit ou à haut risque sont soutenues par les candidats du PS, d'EELV et du Front de Gauche. Le PS s'engage notamment à « renforcer la proposition législative » et à pousser pour étendre la liste des ressources naturelles couvertes par le règlement. EELV rappelle qu'une « législation contraignante est nécessaire (...) pour toutes les entreprises en amont et en aval ». L'UMP n'exclut pas un volet contraignant: "une obligation de



diligence (...) peut être étudiée". Cependant, le parti émet des réserves sur la portée du règlement. S'il semble prêt à étendre le champ d'application du règlement à d'autres ressources naturelles, il ne précise pas lesquelles et se cantonne à une "liste définie". Écartant l'idée d'étendre le devoir de diligence à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, par peur de "redondance", il considère la possibilité de revoir à quel niveau de la chaîne il est préférable d'opérer un contrôle.

Des candidats de l'Alternative (UDI-MoDEM), de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement individuel sur cette proposition. Les analyses de leurs réponses sont disponibles sur le site Internet du CCFD-Terre solidaire ([www.ccfd-terre-solidaire.org](http://www.ccfd-terre-solidaire.org) cliquer sur les réponses des candidats).

## **Construire une gouvernance alternative des migrations, respectueuse des droits des migrants**

Proposition 9 : Se mobiliser et faire pression sur les Etats membres pour qu'ils ratifient la Convention des Nations unies pour la Protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille. La ratification de cette Convention répondra ainsi à une triple nécessité, contribuant à la construction d'une gouvernance régionale, mondiale et multilatérale des questions de migrations

La ratification de la convention des Nations Unies est fortement soutenue par EELV qui s'engage à se mobiliser et à faire pression sur les Etats membres, pour que soit proposée une adoption de cet outil juridique international au cours de la prochaine mandature. Le Front de gauche partage l'analyse qui est faite du besoin de construire une gouvernance alternative des migrations, fondée sur le respect des droits des personnes et s'engage à se mobiliser pour la ratification de la convention Onusienne. Le PS ne répond que partiellement à la question. S'il ne s'oppose pas formellement à la ratification de cette convention, il ne considère pas cet outil comme déterminant pour protéger les droits des travailleurs migrants et propose une approche dite « pragmatique » qui passerait plus volontiers par l'adoption de directive sur les travailleurs saisonniers ou encore d'un permis unique, harmonisant les conditions de travail. L'UMP ne répond pas à la question posée de la ratification de la convention de l'ONU ni ne fait référence aux droits des migrants. Il



ne s'engage donc pas sur les propositions du CCFD-Terre Solidaire sur la question des migrations. Le parti souhaite renforcer "l'Europe des migrations", dont il considère le fonctionnement comme l'organisation non satisfaisants mais ne détaille pas son propos sur la manière de le faire ni les objectifs. Le parti Debout la République est opposé à la ratification de la Convention puisqu'il affirme que les politiques économiques, familiales et démographiques sont différentes au sein de l'UE et n'ont donc pas vocation à être harmonisées.

Le parti Alternatives (UDI - Modem) ne répond pas à la question de la ratification de la Convention onusienne. Il s'engage à formuler des politiques d'accueil respectueuses des droits fondamentaux et de la dignité des migrants. Il entend défendre une humanisation réelle de la politique menée en matière d'asile et d'immigration, tout en menant une politique équilibrée qui ne déstabilise pas la société.

Des candidats de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement sur cette proposition sans détailler leurs réponses.

Proposition 10 : Appliquer de manière effective cette Convention et s'engager à soumettre le rapport d'application devant le Comité des Nations unies pour la Protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille tous les 4 ans

EELV s'engage sur l'application effective de cette convention et souhaite concrètement la mise en place d'un rapport pluriannuel européen adressé aux Nations Unies sur le respect des droits des migrants en Europe. Le Front de gauche quant à lui propose la mise en œuvre d'outils d'évaluation des politiques migratoires menées, et de mesures à l'encontre des pays qui n'appliquent pas cette convention. Le PS ne se prononce pas sur cette question.

Des candidats de Nouvelle Donne et d'Europe Citoyenne nous ont fait part de leur engagement sur cette proposition sans détailler leurs réponses.

